

Samuel THIRION ♦ Directeur du CIEP Hainaut Centre

## « Monsieur », un projet à multiples facettes

Le projet « Monsieur » a emporté, dans un partenariat, des mouvements d'éducation permanente du Hainaut (Équipes populaires Hainaut Centre, Vie féminine Centr'Hainaut, Lire&Écrire CMB, Picardie Laïque et le CIEP Hainaut Centre) et la section sociale de la Haute École Louvain en Hainaut. De janvier 2016 à avril 2017, ce projet a transporté non seulement les institutions partenaires mais aussi leurs publics afin de construire ensemble des chemins de rencontres questionnant les représentations et développant collectivement une lecture critique de la pauvreté, de la solidarité et du travail social.

Régulièrement, les associations d'Éducation permanente sont en relation avec les Hautes écoles de la région ; ces collaborations peuvent prendre les formes suivantes: l'accueil de stagiaires, la lecture de travaux de fin d'études ou des interventions ponctuelles sur diverses thématiques. Au travers de ces rencontres, plusieurs constats apparaissent : la place de moins en moins importante des aspects de l'action collective ou communautaire dans les préoccupations des étudiant.e.s (par rapport aux aspects du travail social individuel). D'autre part, amener des lectures et des grilles d'analyse venant de l'Éducation permanente, construites à partir des vécus des personnes, semblait important à partager avec des futur.e.s travailleur.euse.s sociaux.ales, tant les points de vue des personnes vivant des exclusions et des fragilités sont à prendre en considération dans une dynamique de changement social pouvant s'incarner soit individuellement, soit collectivement.

### Nom de code : projet « Monsieur »

En 2016, une opportunité s'est présentée avec la tournée de la pièce de théâtre « Monsieur » du Théâtre de la Compagnie, initiée par le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, et a débouché sur un partenariat autour des questions de pau-

vreté. Un collectif d'associations agissant sur Mons a alors rencontré la Haute École Louvain en Hainaut avec une proposition de mener un projet de rencontres autour de cette question, entre les étudiant.e.s de 2<sup>e</sup> bac en Assistant.e.s Sociaux.ales (AS), futur.e.s travailleur.euse.s social.e.s, et les participant.e.s aux activités des associations, bénéficiaires des politiques sociales.

Le projet « Monsieur » s'est décliné autour de différents temps de rencontres entre des étudiant.e.s et les publics des



© Reportage photo & 96

associations partenaires, qui se sont étalées sur deux années académiques. L'objectif était susciter des échanges et des débats à partir des représentations de chacun.e sur la pauvreté et sur le travail social. En vue de co-construire des différentes phases du projet, un travail de préparation et de mise en œuvre du projet a associé à la fois des représentant.e.s de la Haute École et des associations, afin que chacun des partenaires en soit partie prenante. Pour la Haute École, cela né-

cessitait d'aménager les cours de sociologie politique (en 2<sup>e</sup> durant 2016) et celui de politique économique (en 3<sup>e</sup> durant 2017). Du côté associatif, il s'agissait de mobiliser leur public sur un même projet sur pratiquement deux ans.

Dès le départ, un cadre de rencontres a été posé, pour susciter les échanges d'expériences et de vécus. Vu le nombre important de personnes réunies, des groupes restreints ont été composés avec, à chaque fois, une co-animation assurée par un.e animateur.rice des associations et un.e professeur.e. Des temps soit de préparation soit de débriefing ont été mis en place au sein de chaque institution. Même si le cadre méthodologique était défini *a priori*, le cheminement et les aboutissements ont été construits au fur et à mesure entre les partenaires. Le projet se faisait en chemin à partir des résultats de chaque rencontre. Ainsi, en parallèle, des groupes d'une dizaine de personnes se sont réunis. Ce qui, en termes d'intendance et d'organisation, fut synonyme, par moments, de casse-tête et aussi d'entraide entre les partenaires.

Ces premiers moments de partage se sont focalisés, dans les différents groupes, autour des représentations mutuelles de chacun.e sur la pauvreté vécue et le travail social ; ce qui a donné lieu à des tranches de vie, des vécus douloureux et des révoltes face aux injustices et aux violences exercées par les institutions censées répondre aux demandes sociales, mais aussi à des histoires de stratégie, des débrouilles et des comportements ingénieux face aux aléas de la vie. D'autre part, la conscience du poids des institutions et un idéal de travail social ont été mis en évidence. En fonction de la position occupée dans une relation « d'aide », ces miroirs sur les différentes réalités ont tracé des points d'intersections entre les représentations des un.e.s et des autres, ont établi des ponts qui ont permis de découvrir chacun.e dans une posture de citoyen.ne, de dresser

un état des lieux des rapports de domination dans notre société et des leviers possibles traduits par des envies d'autres formes de travail social. Contribuant positivement à la réussite des rencontres, le climat et l'ambiance ont été marqués par l'écoute et le respect mutuel. Chaque groupe a produit des fresques mixant différentes techniques (écriture, éléments graphiques et slogans) et présentées aux autres groupes.

Les participant.e.s se sont ainsi reconnus.e.s dans une posture différente : ni dans celle de la demande d'aide, ni dans celle de la réponse à une demande. Cela a conduit à la participation collective à la manifestation en octobre 2016 organisée à Namur par le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté.

## Que retenir ?

### 1. Les postures des participant.e.s et des professionnel.le.s

De manière transversale, un effet d'identification à un groupe « en train d'agir » a été mis en évidence pour les participant.e.s, qui s'est traduit à travers des aspects subjectifs, comme le fait de se reconnaître comme agissant ensemble et de ne pas être seul.e à voir, dénoncer ou vivre des injustices sociales. Le nombre important de personnes mobilisées (plus de 150) a aussi donné au groupe une force, notamment, lors de la manifestation du mois d'octobre pour dénoncer les ravages de la pauvreté.

La dimension de chaleur et de respect lors des rencontres a permis l'échange des vécus. De plus, les moments de convivialité ont été un élément constitutif du groupe.

Le processus mis en place a permis de reconnaître aux participant.e.s, une posture d'expert.e-s de leur vécu. Cette expertise recouvre plusieurs dimensions, notamment la prise de parole dans des groupes de petites tailles. Cette prise de parole est à la frontière entre ce qui est de l'ordre de l'intime et ce qui est de l'ordre de l'universel. L'effet de dévoilement de soi et de sa situation de vie ne doit pas aussi être négligé. Ce dévoilement a contribué à resserrer des liens dans les groupes, à donner une recon-

naissance et une réelle place aux participant.e.s dans le projet.

Pour les bénéficiaires, le temps de la manifestation menée à Namur en commun avec les étudiant.e.s, leur a permis, en dénonçant des situations de précarité, de trouver une place comme citoyen.ne dans l'espace public et de se dévêtir du costume de demandeur.euse d'aide. Ne plus être dans cette posture mais devenir acteur.trice aux côtés des étudiant.e.s, futur.e.s AS, est un élément important à mettre en évidence. La manifestation a aussi une dimension symbolique non négligeable : occuper l'espace public collectivement pour dénoncer des injustices sociales, faire front ensemble.

Ce projet interroge les conditions de possibilités de constitution d'espaces démocratiques. Ainsi, une des conditions est sans doute à trouver dans le fonctionnement de sous-groupes : le

espaces de dialogues moins sécurisants et, donc, plus fragilisants.

Le projet a eu un effet sur la déconstruction des préjugés vis-à-vis des étudiant.e.s et des stéréotypes à l'encontre des bénéficiaires des associations. D'autres images se sont construites: le ou la travailleur.euse social.e qui se bat aussi et qui n'est pas uniquement le bras armé d'un système de contrôle. Il et elle peuvent se trouver aussi démunis.e face aux institutions. Les bénéficiaires se retrouvent souvent face à une machine à contrôle excluante.

Une série de revendications communes a été exprimée sur le travail social désiré : le temps de l'échange et du partage, de la transformation sociale et celui qui soutient et accompagne, qui a permis l'apparition du temps politique.

Pour les professionnel.le.s, le projet fut l'occasion de resserrer les liens



© Reportage photo & 96

respect de la parole dite, le non-jugement, la bienveillance ... ces espaces sont essentiels pour qu'une parole collective puisse voir le jour et qu'une réflexion politique se construise sur le fonctionnement de notre société. Ces espaces ne sont pas ceux de la confrontation et de débats avec des points de vue qui s'opposent et de défenses d'intérêts propres. Les protagonistes ont, dans une certaine mesure, les mêmes intérêts par rapport aux enjeux sur la pauvreté. Cela peut poser la question des alliances avec d'autres groupes pouvant mener à des

de partenariat entre les associations, de travailler en croisant les méthodologies et les repères d'action différents.

### 2. Aspects méthodologiques

Les processus d'éducation permanente (Voir-Juger-Agir) ont imprégné le projet. Ils permettent la recomposition de solidarités entre groupes et le développement de capacités d'agir collectivement, avec, au préalable, un large temps consacré à l'expression des vécus. La force du projet tient également à cet aspect : c'est bien à partir des réalités

vécues de chacun.e que les revendications ont émergé. L'enjeu est de politiser ces vécus de manière collective et de les poser comme enjeux de société, nous concernant tous et toutes. Un des résultats a été la construction d'une analyse politique au départ des situations sociales des citoyen.ne.s en présence, autant pour le public que pour les professionnel.le.s. Le travail sur les représentations de chacun.e a joué comme un miroir permettant une reconnaissance mutuelle comme citoyen.ne pouvant établir des solidarités fortes et pouvant agir ensemble.

L'enjeu pour les structures est de se décentrer de leurs modes d'action classique (de forme plus académique-conférence). Le pouvoir d'agir des citoyen.ne.s et l'encadrement des structures ne font pas toujours bon ménage ou ne sont pas systématiquement dialectiques. De manière incontestable, être « dans le faire projet » paraît porteur. Néanmoins, la mise en évidence des enjeux de société sur les questions de pauvreté est nécessaire : elle représente un enjeu démocratique. Le travail d'analyse des vécus, donnant des clés de décryptage et de compréhension du fonctionnement de la société, paraît incontournable et nécessaire.

L'engagement sur le long terme a été un élément positif pour les structures. Par contre, pour certaines personnes vivant des situations de vie précaires, cet investissement a été plus difficile à réaliser.

### 3. Le rapport au politique

Le projet permet de mieux mettre en lumière l'enjeu de politiser la société, bien au-delà des clivages partisans. Cet aspect comprend plusieurs dimensions : donner des possibilités d'expression libre des vécus ; relier ces vécus à l'analyse du fonctionnement de la société par des grilles d'analyse : faire sens ensemble avec un savoir qui devient commun ; aller vers des espaces d'engagement et de participation citoyens pour faire ensemble ; dénoncer et proposer ; occuper l'espace public ; faire des alliances.

À cet égard, la place des deux associations militantes ( Vie Féminine et les Équipes populaires) a été singulière, notamment par la mise en évidence de la question de l'engagement citoyen. Il apparaît que les dynamiques associatives, les actions de celles qui s'occupent de la Sécurité sociale, leur mode de concertation et de consultation ainsi que les rapports de force générés par l'action associative dans sa globalité sont mal connues et ne sont pas perçues comme des facteurs de changement social.

### Pour poursuivre la réflexion...

Sur le fond et la forme, le projet « Monsieur » a été porteur d'une certaine innovation sociale, en combinant différents « axes » : la confiance, l'apprentissage commun et collectif ainsi que la réappropriation du débat politique par des personnes éloignées de ce dernier<sup>1</sup>.

De plus, cette logique de proximité a été constitutive du lien entre les différents acteur.trice.s au cours de l'action,

là où, maintenant, les solidarités sont influencées par d'autres dimensions que celle de la proximité, à l'heure de la dématérialisation de lieux publics et de services publics<sup>2</sup>. Ces éléments doivent être pris en considération comme des facteurs de transformation sociale.

Enfin, les principes politiques de la responsabilisation individuelle et ceux d'autres formes de travail social prenant le temps de la rencontre et pouvant faire alliance, ont été des points importants de la construction commune d'un autre imaginaire politique. ■

1 Ces axes font référence à la trilogie de capitaux mis en évidence par Jean Blairon : capital de connaissances, de force créatrice et celui de la confiance.

Jean BLAIRON, Épilogue, dans *Guide international sur la méthodologie du travail de rue à travers le monde*, pp. 85-92.

2 La question de la proximité fait référence à la notion de solidarité et de ses recompositions interrogées par Marc Maeschalk.

Marc MAESSCHALK, « Comment apprendre collectivement à recomposer nos solidarités », dans *Les carnets du centre de Philosophie du Droit*, UCL, n°171, 2017.

## Le Musée du capitalisme à Arlon pour décrypter notre système

Fin de cette année, le MOC Luxembourg accueillera le Musée du capitalisme. Créé en 2012, cette exposition itinérante est innovante et interactive, mais aussi originale et percutante. Accessible à un large public (à partir de 15 ans), elle propose aux visiteur.euse.s un espace d'apprentissage et de découvertes sur notre société autour de quatre portes d'entrée : origines, espoirs, limites et alternatives, sur des

thématiques comme l'alimentation, la santé, la culture, la consommation ou la finance. Engagée mais non partisane, elle se veut une tentative aboutie de mise en débat d'une actualité économique complexe ; un outil au service de la citoyenneté active. En marge des visites du Musée, le MOC Luxembourg proposera une série d'activités (conférences, animations, spectacles, ...). ■

Visites libres individuelles : mercredi, samedi et dimanche de 14h à 18h  
Visites guidées (1h30)

- en groupe : du mardi au dimanche de 14h à 18h sous réservation
- individuelles : sans réservation le samedi et dimanche à 15h

Accès gratuit

Dossier pédagogique : [www.mocluxembourg.be](http://www.mocluxembourg.be)

Dates : du 16 novembre au 16 décembre

Lieu : Ancien Palais de Justice (place Léopold à Arlon)

Infos : MOC Luxembourg Jean-François Rasschaert • Tél. : 063.21.87.28

Mail : [jf.rasschaert@mocluxembourg.be](mailto:jf.rasschaert@mocluxembourg.be) • [www.museeducapitalisme.org](http://www.museeducapitalisme.org)